

Cinquième Congrès international sur les Aires marines protégées - IMPAC5 3-9 février 2023

L'océan représente plus de 90 % de l'espace vital des espèces sur la planète : la protection de l'océan est par conséquent une priorité mondiale. Un océan stable et sain est essentiel à la vie de milliards de personnes dans le monde, en ce sens qu'il : génère de l'oxygène ; garantit la sécurité alimentaire, la résilience climatique et la protection contre les tempêtes ; préserve la biodiversité ; et crée des opportunités culturelles et économiques pour l'humanité.

Les Aires marines protégées (AMP), et d'autres appellations telles que les Autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCEZ) et les Aires protégées et de conservation autochtones, sont parmi les outils les plus efficaces pour protéger et rétablir la santé des océans. Elles ont de nombreux avantages écologiques, sociaux et économiques, notamment : la protection et la restauration de la biodiversité ; le renforcement de la résilience face aux menaces du dérèglement climatique et à d'autres impacts environnementaux ; un support pour la durabilité écologique de la pêche et pour augmenter la biomasse de poissons ; la protection d'autres habitats critiques ; l'amélioration des moyens de subsistance, la sécurité et l'économie locale des communautés côtières ; et une contribution au maintien de la culture et du patrimoine locaux.

Les AMP, telles que les définit l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), sont « toute zone de terrain intertidal ou subtidal, ainsi que ses eaux sus-jacentes, et la flore, la faune, et les caractéristiques historiques et culturelles qui s'y rattachent, qui se trouve mise sous réserve par la loi ou tout autre moyen efficace pour protéger tout ou partie de l'environnement qu'elle renferme ».

Les avantages des AMP sont largement reconnus. La première AMP au monde a été proclamée en 1935, puis le concept a gagné de plus en plus de soutiens et a pris de l'ampleur. En 1985, environ 430 AMP avaient été proclamées et une décennie plus tard, près de 1300. Aujourd'hui, on compte plus de 13000 AMP désignées qui couvrent environ 7,65 % des océans à l'échelle mondiale. A ce jour, 52 pays et territoires ont placé sous ce type de protection au moins 10 % de leurs territoires maritimes.

Cependant, malgré cela, il reste encore beaucoup à faire pour développer la conservation du milieu marin et protéger et restaurer la santé des océans. Le cinquième Congrès international sur les Aires marines protégées (IMPAC5) a permis à la communauté mondiale de se réunir pour discuter de ces questions et d'une marche à suivre pour atteindre les objectifs en matière de conservation des océans, notamment celui de protéger au moins 30 % des terres et des océans du monde d'ici 2030 (objectif 30 pour 30).



Syexwáliya Ann Whonnock, Conseillère élue de la Nation Squamish

L'IMPAC5 a réuni des professionnels de la conservation des océans, des hauts fonctionnaires, des dirigeants autochtones, des représentants de la jeunesse et d'autres participants, qui ont pris part à une multitude d'événements dont des allocutions introductives, des sessions interactives présentes et virtuelles, et des manifestations artistiques et culturelles. Les interventions ont exploré comment intensifier la protection des océans, au

Dans ce numéro

Bref historique de l'IMPAC	2
Compte-rendu de l'IMPAC5	3
Ouverture de l'IMPAC5	3
Construire un Réseau mondial d'Aires marines protégées	3
Gérer activement les Aires marines protégées et les activités humaines	5
Conserver la biodiversité et faire face à la crise climatique	7
Relier culture océanique et bien-être humain	9
Favoriser la conservation au sein de l'économie bleue	12
Clôture de l'IMPAC5	13
Forum des dirigeants	13
Réunions à venir	16
Glossaire	16

travers de soutiens aux AMP, aux AMCEZ et à la planification spatiale marine, aux savoirs traditionnels et initiatives autochtones de conservation des océans, aux solutions de financement durable et aux innovations technologiques.

L'IMPAC5 s'est articulé autour de cinq thèmes :

- Construire un réseau mondial d'AMP ;
- Favoriser la conservation au sein de l'économie bleue ;
- Gérer activement les AMP et l'activité humaine ;
- Conserver la biodiversité et faire face à la crise climatique ; et
- Relier culture océanique et bien-être humain.

Par ailleurs, trois fils conducteurs étaient intégrés aux discussions :

- Le leadership des peuples autochtones ;
- La voix des jeunes professionnels ; et
- L'innovation et le changement transformationnel.

Un Forum des dirigeants s'est également réuni, au cours duquel des dirigeants de nombreux pays, ainsi que des dirigeants autochtones, caritatifs et industriels, des représentants d'ONG environnementales et de jeunes professionnels, ont réfléchi aux nouvelles approches et aux meilleures pratiques en matière de conservation marine, et ont discuté des prochaines étapes vers la réalisation des objectifs de conservation, y compris l'objectif 30 pour 30. Le rôle des peuples autochtones dans la conservation des océans a été réitéré, le Ministre canadien de l'environnement et des changements climatiques Steven Guilbeault déclarant qu'il ne sera pas possible d'atteindre les objectifs de conservation marine sans la pleine participation des peuples autochtones.

L'IMPAC5 a eu lieu à Vancouver, au Canada, du 3 au 9 février 2023. Il a été organisé conjointement par les Premières Nations hôtes – xʷməθkʷəy̓əm (Musqueam), Skwxwú7mesh (Squamish) et səliłwətał (Tsleil-Waututh) – avec le Gouvernement du Canada, la Province de la Colombie-Britannique, la Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Bref historique de l'IMPAC

En 2005, face à la multiplication des AMP, la communauté internationale s'est rassemblée pour créer le Congrès international sur les Aires marines protégées (IMPAC), sous les auspices de l'UICN. Se réunissant tous les quatre ans, le Congrès est une plate-forme qui permet aux gestionnaires et praticiens de la conservation marine dans le cadre des AMP de partager leurs connaissances et leurs expériences, et d'unir leurs efforts pour renforcer les meilleures pratiques en matière d'application et de gestion des AMP, afin d'assurer une conservation efficace de la biodiversité marine et du patrimoine naturel et culturel



Joyce Murray, Ministre de la pêche, des océans et de la garde côtière canadienne

de l'océan. La vision et le principe qui se trouvent au cœur de la série IMPAC évoquent « un congrès international de haute qualité et coordonné par des professionnels », avec pour objectif principal d'offrir un espace aux gestionnaires et praticiens des AMP pour échanger des idées et apprendre les uns des autres, afin qu'ils puissent aider à l'établissement et à la mise en place d'un « système global écologiquement représentatif de réseaux d'AMP bien gérés et pérennes ».

IMPAC1 : Le premier Congrès, qui a eu lieu du 23 au 28 octobre 2005, à Geelong, en Australie, a abordé, entre autres : la durabilité et la maximisation de la résilience ; le développement de réseaux d'AMP ; les structures et processus écosystémiques ; la haute mer ; et la pêche. Pour faire face aux principales menaces qui pèsent sur le milieu marin, l'IMPAC1 a appelé : à des pratiques de pêche responsables ; à la coopération internationale pour améliorer la gouvernance des océans ; et à investir davantage dans la recherche scientifique.

IMPAC2 : Organisé dans le cadre du Congrès international sur la conservation marine, qui s'est tenu du 20 au 24 mai 2009, à Washington, aux États-Unis, les thèmes de l'IMPAC2 comprenaient : les changements climatiques à l'échelle mondiale ; l'interface terre-mer ; la gestion écosystémique ; et la pauvreté et la mondialisation. Parmi les messages à retenir de cette édition : la technologie peut offrir des applications utiles pour améliorer le respect des AMP sous gestion communautaire ; les AMP plus étendues sont potentiellement plus efficaces dans la gestion de la pêche ; et l'océan peut jouer un rôle clé dans la réduction des émissions de carbone.

IMPAC3 : Convoqué à Marseille, en France, du 21 au 25 octobre 2013, et à Ajaccio, en France, le 26 octobre 2013, l'IMPAC3 s'est achevé par la Réunion politique de haut niveau d'Ajaccio. Six recommandations générales en sont issues, à savoir :

- Mobiliser les réseaux locaux et nationaux et les intégrer dans un réseau mondial d'AMP, afin de faire converger les approches locales et les stratégies globales ;
- Ouvrir ce domaine au secteur privé, à travers des partenariats aptes à améliorer la gouvernance et à soutenir les processus de planification territoriale ;
- Lancer d'urgence des négociations pour parvenir à un accord de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) axé sur la conservation de la haute mer ;
- Adopter nécessairement des approches régionales, notamment sur les questions de gouvernance ;
- Concevoir des solutions de financement novatrices et pérennes, et optimiser les synergies entre les divers programmes de financement, car les mécanismes financiers existants sont insuffisants ; et
- Tenir compte de la valeur culturelle, philosophique et spirituelle de la mer lorsqu'il s'agit d'engager la société dans son ensemble pour la conservation de l'océan.

IMPAC4 : Tenu à La Serena, région de Coquimbo, au Chili, du 5 au 8 septembre 2017, l'IMPAC4 a abordé : les AMP et le changement global, y compris le dérèglement climatique et l'acidification des océans ; les AMP et les communautés côtières, et notamment l'autonomisation des femmes, le développement et la croissance économique ; la gestion efficace et réussie des AMP, en particulier les initiatives de développement durable et le financement des AMP ; et les AMP et les visions partagées de l'avenir, et notamment la planification territoriale marine et l'action collaborative menée par les jeunes. L'IMPAC4 s'est conclu par une réunion de haut niveau, au cours de laquelle un



Charlene Aleck, Conseillère élue de la Nation Tsleil-Waututh

appel à l'action a été approuvé, exhortant les participants à : assurer des mécanismes financiers appropriés pour les AMP ; intégrer les considérations liées aux changements climatiques dans les AMP ; et impliquer les femmes, les jeunes et les communautés locales pour améliorer la création et la gestion des AMP.

Compte-rendu de l'IMPAC5

Le présent rapport propose un résumé des débats de l'IMPAC5 et du Forum des dirigeants. Chaque journée était organisée autour des interventions principales axées sur l'un des cinq thèmes du Congrès, et plus d'une centaine d'événements ont eu lieu tout au long de la semaine, portant sur les thèmes et les fils conducteurs. Pour une couverture plus détaillée d'une sélection de ces événements, rendez-vous d'un seul clic sur le rapport spécifique du jour qui vous intéresse.

Ouverture de l'IMPAC5

[Vendredi 3 février](#), les représentants des Premières Nations hôtes ont chaleureusement accueilli les participants, en particulier les dirigeants autochtones venus de très loin pour assister à la réunion. Au nom de la Nation Musqueam, le chef élu $yəx^wyaχ^wələq$ Wayne Sparrow a rappelé aux participants que la sienne est une nation de pêcheurs et a souligné l'importance de la protection marine pour la survie même de son peuple. Remerciant tout particulièrement les chanteurs et danseurs qui ont conduit une cérémonie de bienvenue traditionnelle, il a mis en avant l'importante et permanente collaboration entre les peuples des Premières Nations.

Syexwáliya Ann Whonnock, Conseillère élue de la Nation Squamish, a dit aux participants à quel point elle se sentait réconfortée et encouragée par la quantité de personnes venues assister à une conférence pour des discussions aussi importantes.

Sxwíxwtn Wilson Williams, Conseiller élu de la Nation Squamish, a rappelé comment les gens de sa nation ont surmonté les barrières pour survivre, en se soutenant les uns les autres pour le bien des générations futures. Soulignant l'importance de ces rassemblements, il a déclaré que « notre époque actuelle va définir ce que l'unité veut dire, la façon dont nous pourrions vivre ensemble ».

Charlene Aleck, Conseillère élue de la Nation Tsleil-Waututh, a rappelé la responsabilité des gens de son peuple en tant que gardiens des eaux et des terres, qu'ils partagent avec les autres Premières Nations hôtes.

Joyce Murray, Ministre de la pêche, des océans et de la garde côtière canadienne, a souligné le rôle vital de l'océan dans la vie des gens, en tant que source de nourriture, de protection,

de transport, d'énergies renouvelables et de réconfort, comme réservoir naturel de carbone dans la lutte contre le dérèglement climatique.

La chanteuse Andrea Menard de la Nation métisse a partagé son engagement à promouvoir la protection de l'eau à travers sa musique, reconnaissant la responsabilité qu'elle a en tant que femme et donneuse de vie de chanter des « chansons gratuites » que d'autres peuvent utiliser pour aider à protéger l'eau.

Olivia Livingstone, représentante du Comité des jeunes professionnels de l'IMPAC5, s'est félicitée du nombre croissant de jeunes participants et a exhorté les défenseurs des océans, les anciens, les scientifiques et les décideurs politiques à soutenir l'objectif de protéger 30 % des océans d'ici 2030.

Amandeep Singh, Secrétaire parlementaire de la Colombie-Britannique à l'environnement, a souligné le lien profond des habitants de sa province avec l'océan, qui est imbriqué dans leur culture et leur économie.

Vladimir Ryabinin, Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, a souligné la nécessité de continuer à protéger l'océan avec la participation active des peuples autochtones et des communautés locales, et à l'aide d'outils tels que la planification spatiale marine.

Sandra Schwartz, de la SNAP, a martelé le besoin d'une action plus rapide et d'une meilleure protection de l'océan, en soulignant que « nous ne sommes qu'à 8 ans » de l'objectif de 30 % de surface océanique placée sous protection.

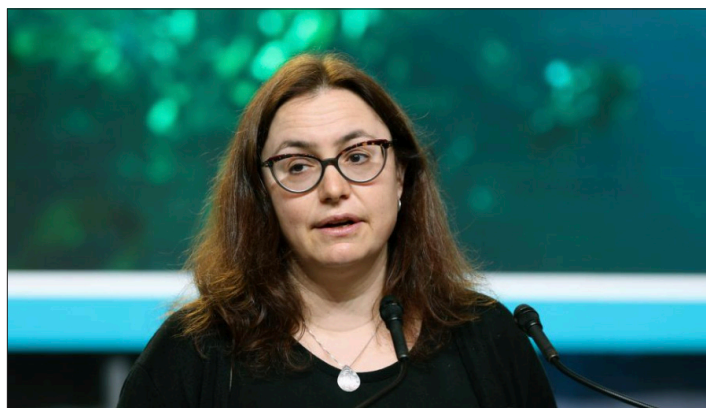
Madhu Rao, de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN, a souligné que l'océan est confronté à des défis sans précédent en raison de la surpêche, de la pollution plastique et des changements climatiques, et que les AMP peuvent être l'élément crucial qui permettra de relever ces défis tout en s'appuyant sur les connaissances traditionnelles pour apporter des solutions.

Mary Simon, première Gouverneure générale autochtone du Canada, a clos la session en décrivant la relation des Inuits avec l'océan. Elle a affirmé que « l'océan est une puissance transformatrice » et a invité chacun à travailler pour « la guérison des eaux ».

Construire un réseau mondial d'Aires marines protégées

[Samedi 4 février](#), Alexandra Dostal, Sous-Ministre Adjointe, Secteur des écosystèmes aquatiques, Pêches et Océans Canada, a livré quelques remarques de bienvenue.

Minna Epps, de l'équipe Océan de l'UICN, a introduit les principales interventions à venir sur le thème de la journée et souligné l'importance de protéger les côtes ainsi que la haute mer.



Alexandra Dostal, Vice-Ministre adjointe aux écosystèmes aquatiques, Pêches et Océans, Canada

Ruth Mthembu, Militante des jeunes pour les océans, a parlé de sa volonté de protéger les océans, le « plus grand rassembleur du monde », et a rappelé aux participants que protéger le bien-être humain signifie protéger l'océan.

Aulani Wilhelm, de Conservation International, a cité des exemples de conservation positifs dans la construction d'AMP à divers endroits du globe, en particulier grâce à la reconnaissance des droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales.

Cristina Mittermeier, de Sea Legacy, a souligné que le bon récit peut tout changer « parce que, sans récits, l'océan se meurt en silence ». Elle a souligné que « 30 pour 30 » n'est pas un chiffre magique mais bien un objectif, et a appelé le Canada à créer des AMP placées sous protection intégrale.

Travailler ensemble pour protéger les AMP : Samedi 4 février. Kevin McNamee et Jenna Boom, de Parcs Canada, ont partagé les leçons tirées de la mise en place d'une frontière inuite au Canada grâce à des négociations avec le gouvernement pour résilier les baux accordés à Shell. Francheska Krysiak, de Parcs Canada, a parlé du processus d'approbation de certaines activités dans les AMP canadiennes. Siyabonga Dzulisa, du Département des forêts, de la pêche et de l'environnement, Afrique du Sud, a expliqué la contribution d'un réseau de 20 AMP en Afrique du Sud au réseau mondial. Alejandra Villalobos, de Friends Cocos Island, a évoqué les leçons tirées du processus quinquennal d'expansion des AMP sur l'île Cocos au Costa Rica.

Faire du 30x30 une réalité : Leçons tirées de la mise en réseau des AMP au sein d'un portefeuille marin mondial : Samedi 4 février. Zau Lunn, de Flore et Faune International (FFI), a dévoilé l'expérience du Myanmar et les avantages d'autonomiser les communautés par la participation et la collaboration pour conserver les ressources et les moyens de subsistance en désignant des « zones marines gérées localement ». Tanguy Nicolas, du Réseau de communautés côtières de Tanzanie Mwambao, a fait une présentation sur les AMP communautaires en soulignant à quel point cette approche offre une opportunité majeure d'accroître la gestion durable de toutes les AMP.

Luisa Madruga, de FFI, a présenté le premier réseau d'AMP dans le golfe de Guinée. Henry Duffy, de FFI, a parlé de la création d'AMP au Cambodge, en mettant l'accent sur les dommages écologiques causés par la pollution plastique et le chalutage, et en citant les leçons apprises.

Mettre les plans en action : Comment les Premières nations et les partenaires provinciaux de la Colombie-Britannique mettent en œuvre quatre plans spatiaux marins dans le cadre du Partenariat pour la planification spatiale marine : Samedi

4 février. Charlie Short, du Ministère des terres, de l'eau et de l'intendance des ressources, Colombie-Britannique, Canada, a donné un aperçu de l'élaboration de quatre plans spatiaux marins. Rich Chapple, de l'Alliance pour les ressources autochtones de la côte centrale (CCIRA), a souligné que les « gardiens sentinelles » étaient l'un des points forts de la mise en œuvre des plans spatiaux marins dans le cadre du Partenariat pour la planification spatiale marine.

Kyle Clifton, de la Première Nation Gitga'at, a souligné que les plans offrent la possibilité d'intégrer les connaissances côtières traditionnelles dans la gestion et de contribuer au rétablissement de la pêche à l'ormeau. Taylor Mason, CCIRA, a noté que le travail effectué dans le cadre de ce Partenariat a fourni une base solide pour d'autres travaux dans la région. Julien Braun, Haida Gwaii Marine Plan, a souligné que le renforcement des capacités était l'un des succès du Partenariat.

Plusieurs intervenants ont évoqué l'évolution des relations avec les acteurs économiques et le secteur de la conservation. Chapple a souligné la nécessité de reconnaître les principes directeurs de l'intendance autochtone.

Progrès dans l'identification et la reconnaissance des Autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCEZ) en milieu marin – Premiers enseignements tirés sur leur contribution à l'objectif mondial de conservation par zone : Samedi 4 février. Jannica Haldin, de la Commission pour la protection du milieu marin de la Baltique (Commission d'Helsinki ou HELCOM), a présenté le rôle des Conventions sur les mers régionales en lien aux AMCEZ, avec la mer Baltique comme cas d'étude.

Souha El Asmi, du Plan d'action pour la Méditerranée, Programme des Nations Unies pour l'environnement, a partagé l'expérience des AMCEZ dans le cadre de la Stratégie régionale post-2020 pour la protection et la conservation de la Méditerranée à travers des systèmes efficaces et bien articulés d'Aires marines et côtières protégées et d'AMCEZ. Johnny Briggs, du projet Pew Bertarelli Ocean Legacy, a souligné le rôle des ONG pour faciliter l'identification des AMCEZ. Chloe Ready, de Pêches et Océans Canada, a présenté la réévaluation des AMCEZ marines du Canada au regard de lignes directrices modifiées. Felipe Paredes, du Ministère de l'environnement du Chili, a souligné qu'il est impératif de mieux comprendre l'ensemble du processus d'identification et de reporting des AMCEZ.

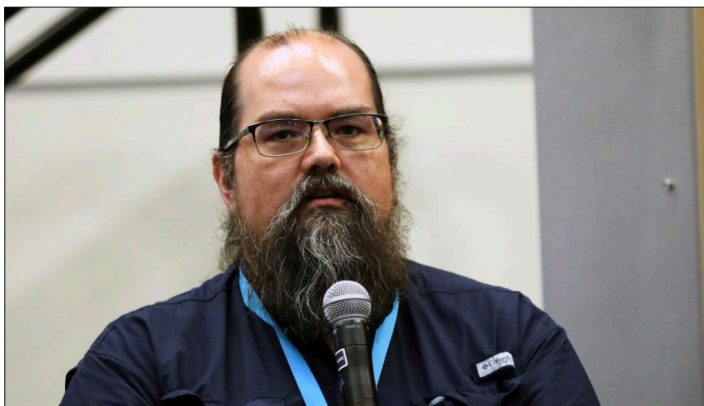
Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont reconnu que les AMCEZ constituent une occasion unique pour les parties prenantes de s'impliquer dans les mesures de conservation.

Se rassembler pour la conservation des AMP : Samedi 4 février. Tamlin Jefferson, de l'Université d'Auckland, a présenté ses recherches visant à évaluer les méthodologies de zonage pour aider à la prise de décision dans la conservation des océans tout en maintenant des pêcheries saines.

Sarah Enright, de l'University College Cork, a présenté son travail sur les aires protégées transfrontalières dans le Pacifique tropical oriental, en évoquant l'importance de résoudre les difficultés auxquelles sont confrontés les efforts d'harmonisation des différents systèmes juridiques, politiques et culturels.

Purificacio Canals, du Réseau méditerranéen des gestionnaires d'AMP, a présenté au public les efforts de son réseau pour renforcer les liens entre les gestionnaires d'AMP.

Marce Gutiérrez- Graudiņš, de Azul, a parlé de l'importance d'élever les voix latines dans le secteur de la conservation marine pour parvenir à la justice environnementale.



Kyle Clifton, Coordinateur, Première Nation Gitga'at



Sylvia Earle, exploratrice pour National Geographic

Géopolitique et AMP transfrontalières : Samedi 4 février. Catherine Dougnac, de Wildlife Conservation Society, a parlé de l'initiative d'un réseau de la société civile pour la conservation de la mer de Patagonie. Elle a expliqué que celle-ci est axée sur la représentativité des aires protégées au Chili, en Argentine et au Brésil, et a mis en lumière les défis d'une protection efficace.

Alain Pibot, de l'Agence française pour la biodiversité, a partagé les résultats d'une étude et d'un séminaire européen visant à comprendre comment les contextes sociologiques, historiques et géopolitiques influencent l'efficacité des protections mises en place dans 22 pays européens ayant accès au littoral.

Alvaro Alonso, du Ministère de la transition écologique de l'Espagne, a fait une présentation sur la biodiversité marine et les AMP en Espagne, en signalant l'augmentation de 1 % à 12 % d'aires protégées au cours de la dernière décennie. Victoria Gonzáles, du Projet LIFE IP INTEMARES, a évoqué la nature transfrontalière de ce projet, qui vise à établir une gestion efficace des espaces marins du réseau Natura 2000.

Les espèces migratrices sous les projecteurs : Samedi 4 février. Jacqueline Montecinos, du WWF Chili, a présenté l'initiative Protecting Blue Corridors for Whales. Elle a expliqué le rôle écologique des baleines dans la réinsertion du fer dans les colonnes d'eau qui favorise la séquestration du carbone phytoplanktonique et la production d'oxygène.

Raphaël Leprince, de l'Agence française pour la biodiversité, a souligné qu'en complément des preuves scientifiques, l'implication des acteurs locaux dans la proposition de mesures de gestion aboutit à des résultats plus efficaces.

La moitié oubliée de notre planète : Mardi 7 février. Sylvia Earle, exploratrice pour National Geographic, a réfléchi à tout ce que nous ignorons encore concernant la haute mer et les grands fonds marins. Notant les « profondeurs » de notre ignorance, elle a déclaré: « Plus nous approfondissons, moins nous en savons ».

Sheena Talma, exploratrice pour National Geographic, a parlé de ses recherches sur la zone de gestion conjointe entre les Seychelles et Maurice.

Cassandra Brooks, de l'Université du Colorado à Boulder, a parlé de cheminement pour la création de l'AMP de la mer de Ross, qui est la plus grande du monde. Nichola Clark, de Pew Charitable Trusts, a réfléchi à la nécessité d'un traité sur la haute mer.

Samuel Georgian, du Marine Conservation Institute, a parlé de deux zones de conservation prioritaires en haute mer, les



Alain Pibot, Chef de projet, Life Integrated Project Marha

crêtes de Salas y Gómez et de Nazca, et les monts sous-marins de l'Empereur, et de leur importance.

Créer un écho océanique - Mobiliser un mouvement dirigé par des jeunes pour soutenir l'objectif 30x30 : Mercredi 8 février. Maanit Goes, de EarthEcho, a donné un aperçu du travail de son organisation, notamment : son Conseil de Leadership des jeunes, qui offre un forum de discussion, de développement communautaire et de réseautage entre zones géographiques ; et son travail de plaidoyer politique au Congrès américain.

Bruna Valença, de EarthEcho, a parlé du mouvement dirigé par les jeunes et des efforts déployés pour renforcer le soutien à la réalisation de l'objectif 30 pour 30 au Brésil, en évoquant les difficultés liées au contexte politique défavorable. Amy Kenney, de la National Ocean Protection Coalition, qui travaille à créer et renforcer des AMP équitables et effectives aux États-Unis, a rappelé aux participants que « seul on va plus vite, ensemble on va plus loin », en référence aux travaux de la coalition pour ouvrir des espaces de pouvoir pour les jeunes dans la sphère de la conservation des océans.

Amelia Fortgang, de EarthEcho, a présenté le projet Connect to Protect, qui s'emploie à créer une communauté numérique pour l'action océanique des jeunes, et encourage les jeunes leaders à rejoindre le réseau GenSea pour se connecter et collaborer au sein d'une communauté grandissante de défenseurs de l'océan.

Gérer activement les Aires marines protégées et l'activité humaine

Dimanche 5 février. Darlene Upton, de Parcs Canada, a présenté les interventions sur le thème de la journée.

Daniel Pauly, de Sea Around Us, a déclaré qu'à moins de déployer des AMP en haute mer, l'objectif 30 pour 30 va être très difficile à atteindre.

Qáñistisłá Michael Vegh, de la Nation Heiltsuk, a dénoncé les réglementations discriminatoires envers ses ancêtres qui sont toujours en vigueur, et a plaidé pour un cheminement de réconciliation entre les Nations autochtones et les gouvernements, en mettant l'accent sur les infrastructures et le logement, l'emploi, l'éducation, la santé, l'environnement, l'auto-détermination et la pêche.

Sylvia Earle, exploratrice pour National Geographic, a appelé chacun à prendre attentivement conscience de l'interconnectivité de la planète en partageant des photos et des histoires de l'océan. Elle a invité à une réflexion sur nos rapports à l'océan en tant que système de survie de la planète, et à repenser les philosophies utilitaristes et de surconsommation.

Gestion communautaire des récifs coralliens et des zones de conservation : [Samedi 4 février](#), Juan Pablo Caldas, de Conservation International, a présenté les efforts communautaires de conservation des coraux à San Andrés, en Colombie, y compris les pépinières de coraux à grande échelle et les activités de plantation, associées au renforcement des capacités et à la certification des jardiniers de coraux communautaires. Gabriela Nava, d'Oceanus, a commencé par rappeler au public que les coraux soutiennent environ 25 % des habitants des océans comme source de nourriture et d'abri, et que 30 % du parc corallien mondial a été perdu au cours des 50 dernières années.

Neha Acharya-Patel, de l'Université de Victoria, a présenté ses recherches sur les alternatives aux méthodes traditionnelles de biosurveillance pour évaluer la santé et l'abondance des espèces de poissons de récif dans les eaux côtières de la Colombie-Britannique. Rohman Sulisyati, du Parc national de Karimunjawa, Indonésie, a présenté les efforts visant à limiter les impacts négatifs du tourisme de plongée en mer de Java.

Autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCEZ) : [Dimanche 5 février](#), Amber Himes-Cornell, Responsable de la pêche à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a parlé du manuel de la FAO pour l'identification, l'évaluation et la notification des AMCEZ dans le secteur de la pêche maritime.

Bani Maini, de la SNAP, a présenté certaines leçons tirées de l'utilisation du guide des AMP pour évaluer les « Refuges marins » au Canada, et a notamment cité la nécessité de règles de protection plus strictes, et le besoin d'établir des normes internationales pour accompagner la mise en place d'AMCEZ dans le reste du monde. Jessica Mitchell, de Pêches et Océans Canada, a présenté les Orientations 2022 du Canada pour la reconnaissance des AMCEZ marines.

Conservation de la biodiversité : [Dimanche 5 février](#), Geneviève Faille, de Pêches et Océans Canada, a présenté son travail d'évaluation des protocoles de surveillance et d'échantillonnage dans le Banc-des-Américains, au Québec.

Wayan Vega Santiago, du WWF, a présenté différentes méthodes de restauration des coraux et des mangroves dans des sites du paysage marin de Sulu Sulawesi, situés entre l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines.

Kirsten Carter, de la Royal Society for the Protection of Birds, a présenté son travail d'évaluation du stockage et de la séquestration du carbone dans la portion britannique de la Mer du Nord, en mettant l'accent sur l'importance de protéger les stocks de carbone existants et en soulignant le potentiel d'investissements futurs dans la restauration d'importants

écosystèmes de stockage. Louise Forsblom, de l'Institut finlandais de l'environnement, a parlé de son travail de cartographie de la biodiversité marine sur la côte finlandaise et de la façon dont le développement de ces connaissances spatiales a contribué à éclairer l'expansion des AMP.

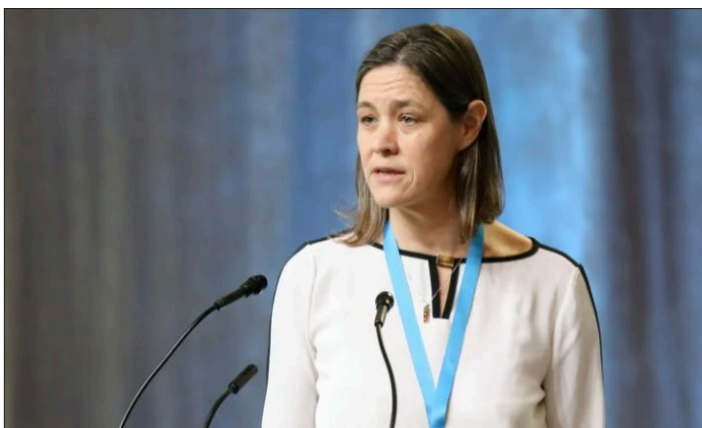
Gestion des impacts humains dans les AMP : [Dimanche 5 février](#), Jacinthe Beauchamp, de Pêches et Océans Canada, a parlé de développer des initiatives cohérentes, inclusives et efficaces ayant des résultats positifs en matière de gestion de l'impact humain dans les AMP, comme l'adoption volontaire de limites de vitesse pour les navires, qui a pour effet de réduire la pollution sonore et le risque de collision avec les baleines et d'autres navires. Darren Cameron, de l'Autorité du Parc marin de la grande barrière de corail, a parlé des aires partiellement protégées, qui entretiennent une plus grande biomasse d'espèces cibles que les zones de protection de l'habitat moins réglementées, et obtiennent généralement des résultats de conservation positifs pour les poissons ciblés. Alice Chamberlain, de la Zoological Society of London, a présenté la lutte contre la pollution plastique dans l'archipel des Chagos, dans l'Océan Indien.

Mangroves et AMP : [Dimanche 5 février](#), Valerie Vakhitova, de l'Université de la Caroline de l'Est, a martelé l'importance de protéger les écosystèmes de mangroves pour garantir de meilleurs résultats en matière de réduction des risques d'inondation, en soulignant le nombre croissant de personnes et de biens menacés. Siddhartha Narayan, de l'Université de la Caroline de l'Est, a présenté son travail de recherche sur les méthodologies de quantification des avantages tirés de la conservation des mangroves en termes de réduction des risques d'inondation.

Samiya Selim, de l'Université du Bangladesh, a parlé de l'importance de la mangrove des Sundarbans dans la fourniture de services écosystémiques et du point de vue de la cohérence culturelle et économique de la région, en citant spécifiquement la pêche à la crevette.

Stefanie Simpson, de l'organisation The Nature Conservancy, a mis en exergue les mangroves comme l'un des écosystèmes de carbone bleu qui peut faire l'objet d'une gestion efficace.

Liza Goldberg, de l'agence spatiale américaine National Aeronautics and Space Administration, a présenté son travail qui cherche à lutter contre la responsabilisation insuffisante dans la gouvernance des AMP de mangrove en cartographiant et en quantifiant les facteurs de stress anthropiques, notamment par l'identification de tendances concernant les structures réussies de gouvernance des AMP.



Amber Himes-Cornell, FAO



Bani Maini, SNAP



Emilie Reuchlin- Hugenholtz, Fondation Doggerland

Gouvernance communautaire et conservation des récifs coralliens : [Dimanche 5 février](#), Monique Ladds, du Département néo-zélandais de la conservation, a présenté un cadre de suivi et de reporting pour la réserve marine d'Aotearoa en Nouvelle-Zélande, élaboré en étroite collaboration avec les peuples autochtones locaux.

Robert Sluka, de A Rocha Internacional, a expliqué une approche de gouvernance basée sur des niveaux de référence appliquée dans le cadre d'un projet d'AMP impliquant le Kenya, le Ghana et Madagascar. Enrique Higuera, de la municipalité de Las Guaitecas, au Chili, a décrit le processus en cours de développement d'une AMP communautaire dans cet archipel du Sud du Chili.

En finir avec les Parcs de papier : [Lundi 6 février](#), ce panel était consacré à une discussion sur la façon de transformer les parcs de papier en des AMP efficacement gérées. Emilie Reuchlin-Hugenholtz, de la Fondation Doggerland, a martelé la nécessité d'AMP plus efficaces. Alexandra Barron, de la SNAP, a souligné la valeur de la cogestion et du leadership autochtone. Lance Morgan, du Marine Conservation Institute, a fait une présentation sur le réseau des AMP de Californie.

Rili Djohani, du Coral Triangle Center, a présenté l'étude de cas de l'AMP de l'île d'Autaro, au Timor-Leste, en soulignant les éléments clés pour passer d'un parc de papier à une AMP efficace, à savoir de renforcer la résilience de la gouvernance, l'appropriation locale, les partenariats axés sur les ressources, et les alliances.

La discussion qui a suivi a soulevé certaines questions de gouvernance, de réglementation et de biodiversité, y compris les difficultés à faire respecter le périmètre des parcs de papier, l'examen et la mise à jour des législations, et la capacité d'engagement des parties prenantes.

L'impact d'un congrès IMPAC : le cas du Chili avec l'IMPAC4 en 2017 : [Mercredi 8 février](#), Diego Flores, du Ministère de l'environnement du Chili, a rappelé qu'il s'agissait du premier IMPAC organisé en Amérique latine et a souligné le défi pour un pays en développement d'organiser un événement mondial de conservation marine aussi pertinent.

Carolina Jarpa, du Pew Charitable Trust, soulignant le professionnalisme des personnes impliquées dans l'organisation de l'IMPAC4, a parlé des efforts pour faire preuve de respect envers l'identité des communautés locales et pour entendre leurs voix, ainsi que des mesures prises pour réduire l'empreinte environnementale de la réunion.

Yacqueline Montecinos, du WWF Chili, a évoqué l'opportunité offerte par l'IMPAC4 de démontrer le leadership des ONG en matière de conservation marine.



Dalee Sambo Dorough, Université d'Alaska Anchorage

La discussion qui s'en est suivie a mis en lumière des obstacles à la pleine participation en raison du manque de financements, de problèmes de visas, des frais d'entretien et des contraintes linguistiques.

Conserver la biodiversité et faire face à la crise climatique

[Lundi 6 février](#), Cécile Tang, du Comité des jeunes professionnels de l'IMPAC5, a expliqué l'objectif du Comité de représenter et de faire germer les voix de la jeunesse dans le cadre de l'IMPAC5 et au-delà. Britt Wray, de l'Université de Stanford, a évoqué le concept d'éco-anxiété pour qualifier la peur chronique face aux catastrophes écologiques, mais en estimant aussi que cette éco-détresse peut être motrice d'un sens du devoir plus profond.

Dalee Sambo Dorough, de l'Université d'Alaska Anchorage, a retracé l'histoire du Conseil circumpolaire inuit en parlant du droit inaliénable des Inuits sur leurs territoires. Elle a en outre évoqué également leurs droits de gérer ce territoire conformément à leurs valeurs, leurs connaissances et leurs traditions. Elle a souligné que la conservation marine est une action qui vise à assurer la souveraineté alimentaire et le respect des droits des Inuits à l'autodétermination.

Dans sa présentation, Asha de Vos, de l'organisation Oceanswell, a dénoncé les systèmes coloniaux qui entourent la conservation des océans, en évoquant sa propre expérience d'avoir vu des chercheurs du Nord global « parachutés » dans les pays du Sud global pour y présenter leurs recherches sans participation équitable et sans laisser derrière eux de connaissances ou d'investissements pour le long terme. Elle a souligné que les restrictions imposées en matière de financement et de visas constituent des obstacles importants pour les chercheurs qualifiés des pays du Sud, en signalant que de nombreux collègues étaient absents de cette conférence en raison de leur lieu d'origine.

Conservation de la biodiversité – Diverses stratégies : [Dimanche 5 février](#), Jérôme Couvat, du Sanctuaire Agoa, a présenté le projet en cours d'un réseau de systèmes de surveillance acoustique en mer des Caraïbes. Rebeca Melendez, de Wildcoast-Costa Salvaje, a présenté un projet qui soutient la gestion des AMP par le biais de protocoles normalisés sur la côte mexicaine, ainsi que la fourniture de données sur les écosystèmes coralliens.

Hélène Labach, de Miraceti, a parlé de l'harmonisation et de la centralisation de la collecte de données sur les cétacés au sein des AMP en Méditerranée. Katy Walker, de Flore et Faune International (FFI), a présenté les résultats d'un projet utilisant

des vidéos sous-marines télécommandées avec appât dans l'archipel de São Tomé-et-Principe.

Échange mondial pour une action globale : les AMP comme outils clés pour endiguer la perte de biodiversité et lutter contre les changements climatiques : [Dimanche 5 février](#). Anne Nicolas, de l'Agence française pour la biodiversité, a expliqué que le partenariat international a été lancé en 2019 pour mettre en évidence le rôle des AMP dans la lutte contre les changements climatiques.

Maria Brown, du National Marine Sanctuary, a parlé des AMP en tant que Solutions fondées sur la nature (SfN) pour lutter contre les changements climatiques tout en conservant la nature. Hannah Cook, du Joint Nature Conservation Committee, a partagé certaines données sur les AMP en tant que SfN, en détaillant une étude documentaire récente qui a démontré que les AMP – avec des niveaux élevés de protection et en fonction de leur âge – peuvent considérablement améliorer la séquestration de carbone, la protection côtière, la capacité de reproduction des organismes marins, les prises de pêche et les revenus.

Les présentations ont été suivies d'une discussion interactive qui a abordé des sujets tels que la quantification potentielle de la séquestration de carbone qui permettrait d'obtenir des crédits-carbone pour financer les AMP, la création de structures de gouvernance et de gestion des données pour les mettre à disposition de la prise de décision, et des idées pour développer des unités de mesure pour évaluer la gestion des AMP en intégrant leur contribution à la lutte contre les changements climatiques.

Engager les Aires marines protégées dans la protection des baleines pour la conservation de la biodiversité et les solutions au dérèglement climatique : [Dimanche 5 février](#). Rebecca Lent, de la Commission baleinière internationale, a parlé de l'importance de la conservation mondiale des baleines et a montré l'impact des sanctuaires baleiniers, où aucune chasse commerciale n'est autorisée.

Heidi Pearson, de l'Université d'Alaska du Sud-Est, a montré comment le réhabilitation des baleines contribue à séquestrer et à restaurer le carbone. Pierre Beauvils, de la Whale Protection Policy, a parlé de la Politique de protection de la baleine noire de l'Atlantique Nord, qui comprend des mesures de protection et d'observations de baleines, des mesures de gestion des navires et la création de zones avec limitation de vitesse. John Armor, du Bureau des sanctuaires marins nationaux, Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), États-Unis, a parlé des stratégies utilisées aux États-Unis pour protéger les baleines et de leurs effets en matière d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques.

Impact des changements climatiques sur les AMP : [Lundi 6 février](#). Steven Mana'oakamai Johnson, de l'Université de l'État de l'Oregon, a présenté ses travaux relatifs au relevé des effets multivariés du dérèglement climatique sur les écosystèmes marins. Lee Hannah, de l'Université du Queensland, a présenté les travaux de l'université sur l'étude de la vitesse des changements climatiques en vue d'éclairer une planification intelligente face au climat en tenant compte des effets du dérèglement climatique sur la colonne d'eau.

Vincenzo Corelli, de l'Institut national de la recherche scientifique, a présenté son travail sur la création d'un cadre pour organiser ce que serait une action en faveur d'une gestion des AMP qui intégrerait l'aléa climatique.

Résistance à l'exploitation minière des fonds marins - Voix des peuples autochtones et des communautés locales à travers le Pacifique : [Lundi 6 février](#), la séance s'est ouverte par un appel

aux ancêtres lancé par Solomon Kaho'ohalahala. Jessica Battle, du WWF, a critiqué le discours selon lequel l'exploitation minière des fonds marins serait essentielle pour extraire des minéraux qui aideraient à lutter contre les changements climatiques, en affirmant que cela n'est pas vrai. Jonathan Mesulam, de l'Alliance des guerriers Solwara, a parlé d'un projet de plaider contre l'octroi de licences d'exploitation minière dans les fonds marins de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Judith Sayers, du Conseil tribal Nuu-chah-nulth, a évoqué les difficultés pour amener les gouvernements à reconnaître qu'ils ont des territoires dans l'océan.

Alejandro Olivera, de l'Association interaméricaine de défense environnementale, a évoqué une affaire relative à l'octroi de concessions et de permis pour un projet d'exploitation minière sous-marine en Basse Californie du Sud, qui impliquait des tactiques de corruption et d'intimidation de la part de la société demanderesse. Zeid Ra'ad Al Hussein, de l'Institut international pour la paix, a fait observer, en visant l'Autorité internationale des fonds marins, que c'est l'organisation censée être garante des droits elle-même qui pose les menaces en matière d'exploitation minière des fonds marins.

La discussion a été marquée par des interventions du public concernant : les pratiques de corruption et d'intimidation des entreprises concernant les permis miniers dans les Îles Cook ; la plainte déposée contre le gouvernement canadien sur la base de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones; et, la prise en compte des droits de la nature.

Travailler en faveur du 30x30 : [Lundi 6 février](#). Benne Wölfling, de l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature, a exposé l'efficacité d'un objectif de 30 % de superficie protégée en prenant les AMP de la mer du Nord allemande comme cas d'étude. Jessica Couture, de Conservation International, a appelé à l'utilisation d'une approche de gestion adaptative dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion des AMP.

Adele Pedder, de l'Australian Marine Conservation Society, a plaidé: pour un leadership politique, un leadership des Premières Nations, et un soutien bipartite ; pour agir en phase avec la science; et pour la collaboration entre juridictions afin d'atteindre l'objectif 30 pour 30 en Australie.

Solutions de conservation axées sur la technologie : [Lundi 6 février](#). Frederick Whoriskey, du Réseau de surveillance des océans, a fait un exposé sur le suivi acoustique pour la surveillance des AMP dans les Maritimes, Canada. Amos Barkai,



Roanan DeMeyer, Université de Victoria

du groupe OLSPS, a parlé d'une nouvelle approche pratique et opérationnelle de la gestion holistique de la pêche.

Roan DeMeyer, de l'Université de Victoria, a présenté certains résultats de ses recherches en cours pour contribuer à la base de référence sur la présence de cétacés et de navires dans la réserve d'aires marines nationales de conservation Gwaii Haanas à l'aide d'une analyse manuelle de la surveillance acoustique passive.

Le rôle des AMP dans l'atténuation des changements climatiques : [Mardi 7 février](#), Inti Kith, de la Fondation Charles Darwin, a évoqué les menaces posées par les espèces exotiques envahissantes dans l'AMP des Galapagos, et l'utilisation de plaques de peuplement pour évaluer l'étendue des bio-invasions marines.

Shona Murray, de l'Université d'Australie-Occidentale, a présenté ses conclusions sur la manière dont les AMP peuvent être améliorées pour les requins océaniques. Joachim Claudet, du Centre national de la recherche scientifique du Canada, a exploré les démarches écologiques et sociales favorables à la résilience des écosystèmes aux changements climatiques.

Relier culture océanique et bien-être humain

[Mardi 7 février](#), Sean Russell, du Comité des jeunes professionnels de l'IMPAC5, a souhaité la bienvenue aux participants et a présenté le thème de la journée en invitant les participants à signer l'Appel à l'action des jeunes de l'IMPAC5, un engagement à mener les changements requis en faveur de la santé des océans et du bien de la planète.

Hinano Teavai-Murphy, de la Tetiaroa Society, affirmant dans un appel vibrant que « l'océan n'est pas une barrière, il nous relie, c'est notre maison », a parlé de l'importance de protéger l'océan des dommages pour le bien des générations futures.

Peter Thomson, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'océan, a souligné que le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, adopté en 2022, « est l'accord universel le plus important que nous ayons ». Soulignant que plus de la moitié de l'oxygène terrestre est produit par l'océan, il a affirmé qu'il ne peut y avoir de planète saine sans un océan sain, et martelé que la santé de celui-ci est en déclin.

Aminath Shauna, Ministre de l'environnement, des changements climatiques et de la technologie, Maldives, a fait observer que les 110 îles dispersées sur 19 atolls dans l'Océan Indien existent grâce aux récifs coralliens, qui fournissent protection, nourriture et subsistance.

Approches autochtones de la conservation marine et côtière : perspectives du Canada, du Mexique et des États-



Peter Thomson, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'océan



Aminath Shauna, Ministre de l'environnement, des changements climatiques et de la technologie, Maldives

Unis : [Dimanche 5 février](#), Saplek Bob Baker, Aîné de la Nation Sk̓w̓xwú7mesh Uxwumixw Squamish, a souhaité la bienvenue aux participants. Nang Kaa Klaagangs Ernie Glasdstone, Gwaii Haanas, de Parcs Canada, a partagé les enseignements tirés de 30 ans de collaboration et de gestion coopérative dans la réserve nationale de Gwaii Haanas, en soulignant que les relations sont au cœur du succès. Doug Neasloss, de la Nation Kitasoo/Xai'xais, a partagé son expérience du processus de désignation de la baie de Gitdisdzu Luyeks Kitasu en tant qu'AMP.

Rene Gustavo Chan Canul, du Parc national du récif de Puerto Morelos, a parlé de son expérience en tant que membre de la brigade communautaire, en donnant un aperçu des efforts de conservation, y compris les activités entreprises pour protéger et maintenir la santé des sites de nidification importants, et notamment des études et des cérémonies pour comprendre et commémorer les cycles de vie des tortues.

Kalani Quiocho, de NOAA, a parlé de son travail en tant que coordinateur des ressources culturelles dans la région des îles du Pacifique, y compris le Monument national marin de Papahānaumokuākea, et de ce que cela signifie d'inclure dans la conservation marine les liens ancestraux, la langue et les connaissances hawaïennes.

L'Aîné Saplek Bob Baker, de la Nation Squamish, a clos l'événement avec une chanson, invitant les participants à « venir naviguer ».

Décoloniser le travail de plaidoyer des Organisations non-gouvernementales environnementales en matière de conservation marine et d'AMP : [Lundi 6 février](#), Kate MacMillan, de la SNAP, a rappelé aux participants que les peuples autochtones ont géré leurs terres de façon effective avant que celles-ci ne soient connues sous le nom de Canada. Gwen Bridge, de Consulting LTD, a réfléchi au terme de « décolonisation » et a rappelé l'hypothèse inhérente aux systèmes occidentaux qui octroie aux humains l'autorité de prendre des décisions sur la nature, en ajoutant que les pratiques autochtones suivent une logique différente axée sur la conservation. Natalie Groulx, de la SNAP, a parlé des règlements qui suppriment des droits dans les territoires autochtones. Véronique Bussièrès, de la SNAP, a expliqué leur travail en étroite collaboration avec les communautés autochtones et leur souci d'établir des partenariats durables.

La salle dédiée à la voix de l'océan : [Lundi 6 février](#), Frank Murphy, de la Tetiaroa Society, a animé la séance. GwaaGanad Diane Brown, de la Nation Haida, a dit aux participants que « nous venons tous de l'océan, il est ce que nous sommes ».



Véronique Bussièrès, SNAP

λάλιya `sila Frank Brown, de la Nation Heiltsuk, a parlé en l'honneur de ceux qui ont résisté aux efforts coloniaux d'homogénéisation et de destruction des cultures, des connaissances et des langues.

Tamatoa Bambridge, du Centre national de la recherche scientifique, Polynésie française, a présenté le Forum et centre de ressources Rāhui, qui promeut une gamme de mesures de gestion visant à préserver durablement les écosystèmes coralliens en travaillant aux côtés des communautés.

Dan Hikuroa, Commissaire à la culture d'Aotearoa Nouvelle-Zélande, UNESCO, a souligné que l'océan est confronté à une crise qui menace son existence et que les peuples autochtones sont ceux qui montrent la voie pour y faire face.

Aulani Wilhelm, de Conservation International, a souligné la nécessité d'ouvrir de nouvelles voies et de se reconnecter aux connaissances des ancêtres autochtones pour aider à trouver le moyen de faire face aux crises qui menacent l'océan.

Travailler ensemble pour conserver : [Lundi 6 février](#), Magena Warrior, de LGL Limited, a présenté une étude de cas sur les défis et opportunités pour la Nation Mi'kmaq de jouer un plus grand rôle dans la gouvernance des AMP.

Achare Elvis Ayamba, de la Environment & Food Foundation, a parlé de la valeur des peuples autochtones dans la gestion des AMP, et de son travail visant à sensibiliser sur une lacune importante dans la reconnaissance et le soutien aux systèmes de gouvernance et de plaidoyer autochtones dans les discussions politiques internationales concernant le travail de conservation.

Sarah Mynott, de l'Université de Victoria, a présenté un projet au Brésil, où elle a utilisé des étudiants locaux pour livrer des questionnaires afin de recueillir des données sur les changements climatiques avec pour objectif d'identifier les besoins des communautés et de permettre l'échange de connaissances.

Paysages marins : le leadership communautaire et autochtone au cœur de la gestion des océans à grande échelle : [Lundi 6 février](#), Kris Thebu, du Conseil traditionnel des chefs de Raja Amat, a parlé du travail de défense des équipes locales et des propriétaires traditionnels au Birds Head Seascape de Papouasie occidentale.

Christian Lavoie, de Conservation International, a présenté les programmes de rétablissement de la pêche et de gestion des mangroves dans le paysage marin du Pacifique tropical oriental, en soulignant l'interconnectivité entre l'océan, la culture et le bien-être humain.

Semisi Meo, de Conservation International, a parlé de l'initiative Lau Seascape, en réfléchissant à la collaboration entre les chefs et aux tentatives de l'initiative d'améliorer l'intégrité

culturelle, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance durables en mobilisant les valeurs traditionnelles par le biais d'une approche « de la crête au récif » et « de l'hameçon à la cuisine ».

Une approche « Orque-estrée » pour soutenir les efforts de rétablissement des épaulards résidents du Sud sur la côte de la Colombie-Britannique : [Mardi 7 février](#), Jennifer Takimishyn, de la Réserve de Parc national Pacific Rim, a parlé des collaborations avec les Premières Nations pour une gestion au sein de la réserve afin d'améliorer la protection des groupes d'orques résidentes – dites kakawin.

SUMÉ,t David Dick, du Conseil de direction de WSÁNEĆ, a évoqué le souvenir de Tahlequah, l'orque qui a porté son veau mort-né pendant 17 jours, en affirmant qu'elle a fait cela pour nous rappeler le mal que nous faisons à l'océan.

Martin Wayne, de la Saturna Island Marine Research & Education Society, a parlé d'un réseau scientifique citoyen composé d'observateurs basés à terre pour surveiller et signaler les mouvements des baleines et des navires dans la région. Jessica Scott, de Ocean Wise, a commencé sa présentation en illustrant l'impact que les navires ont sur la communication et la vie des baleines.

Les discussions ont porté sur l'importance de la limitation de vitesse à 10 nœuds pour les navires, afin de réduire leur impact sur la vie marine, et sur l'importance de construire des réseaux de communication internationaux.

Comment les récifs classés au patrimoine mondial permettent aux communautés de s'adapter aux changements climatiques : [Mardi 7 février](#), Fanny Douvère, du Programme marin du patrimoine mondial de l'UNESCO, a parlé de l'incroyable défi posé par l'objectif 30 pour 30, qui implique pratiquement de tripler les AMP actuelles au cours des sept prochaines années.

Theresa Fyffe, de la Great Barrier Reef Foundation, a expliqué l'Initiative récifs résilients menée dans les AMP du Belize, des Palaos, de la Nouvelle-Calédonie et de l'Australie, en soulignant qu'elle s'appuie sur les priorités et les contextes locaux.

Amélie Séchaud, de l'Agence de Nouvelle-Calédonie pour la biodiversité, a évoqué la stratégie de résilience du site du patrimoine mondial des Lagon de Nouvelle-Calédonie.

Chantal Samuels, de l'Autorité et Institut de gestion des zones côtières, a présenté l'intégration de stratégies de gestion basées sur la résilience dans le site du patrimoine mondial du Belize en tirant parti de l'engagement communautaire, et a décrit une stratégie phare avec trois actions clés : favoriser la diversité



Jenn Stevens, Apprendre pour un avenir durable

des moyens de subsistance, la protection et la restauration des écosystèmes, et l'amélioration de la gestion des bassins versants.

Les jeunes en appellent aux jeunes : [Mardi 7 février](#), Frankie Marquez, de Ocean Wise, concernant l'autonomisation des jeunes dans les organisations, a décrit la façon dont son organisation crée des opportunités, comme permettre la représentation au conseil d'administration. Sur l'embauche de jeunes, Jason Barron, de Nature Canada, a expliqué qu'aucune compétence particulière n'était nécessaire pour postuler en tant que jeune et s'est concentré sur la création de telles opportunités.

Jenn Stevens, de Learning for Sustainable Futures, a souligné l'importance de créer des opportunités dans le système scolaire. Joshua Komangapik, de Students on Ice, a évoqué l'importance d'ouvrir des espaces où les jeunes puissent contribuer de manière culturellement pertinente. Carter McNelly, du Réseau canadien pour l'éducation océanique, a souligné l'importance d'une relation de travail qui ne donne pas le sentiment d'être transactionnelle.

Genre et conservation marine : [Mardi 7 février](#), Mez Baker-Medard, du Middlebury College, a présenté ses travaux sur la participation des femmes à la pêche artisanale à Madagascar.

Vatosoa Rakotondrzafy, du Réseau MIHARI, a parlé de son travail de représentation et de défense des droits des pêcheurs artisanaux à Madagascar, en soulignant l'absence des femmes dans ses forums et processus décisionnels. Marianne Randriamihaja, du Programme pour le leadership des femmes pêcheuses, à Madagascar, a parlé des efforts déployés pour accroître la présence et la visibilité des femmes dans la pêche.

Ivonne Juarez-Serna, du Middlebury College, a présenté des travaux avec les orateurs précédents, en soulignant que : la conscience de genre suppose un accès inclusif et plus visible ; que le travail doit s'enraciner dans les connaissances locales ; et que le rôle des hommes en tant qu'alliés doit être pris en compte dans les stratégies de résistance et de résilience.

Connecter les communautés à la conservation : [Mardi 7 février](#), Marie Hascoët, de l'Agence française pour la biodiversité, a évoqué les travaux au sein du Parc naturel marin d'Iroise dans l'archipel de Molène pour mettre en valeur des sites de pêche de l'âge de bronze. Hannah Bregulla, du Conseil de la Nation Haïda, a présenté le programme d'études SGAan Dìnghlas - Bowie Seamount, qui cherchait à encourager les étudiants Haïda dans le domaine de l'intendance en ancrant les activités dans une approche à double perspective basée sur le lieu, qui intègre les valeurs et la langue Haïda.

Mia Strand, de l'Université Nelson Mandela, a relevé le manque de connaissances sur le patrimoine culturel marin et l'absence de connaissances locales dans la gouvernance des AMP sud-africaines, en affirmant que cela réduit au silence les connaissances et les relations des communautés autochtones et locales avec l'océan.

Ilena Zanella, de Misión Tiburón, a présenté son travail à Golfo Dulce dans la zone marine de Cocos, au large des côtes du Costa Rica, visant à engager les communautés côtières dans la conservation des océans afin d'améliorer la protection des zones humides qui servent de zone d'alevinage au requin marteau, en danger critique d'extinction.

Frédéric Fasquel, de l'Agence française pour la biodiversité, a évoqué le programme de Gestion pédagogique d'un espace marin, qui implique des élèves de 9 à 15 ans en leur confiant la gestion d'une partie du littoral proche de leur école.

Relever les défis de la gestion des AMP : [Mardi 7 février](#), Stephen Ban, du ministère de l'environnement de la Colombie-

Britannique, a parlé de la mise en œuvre des AMP dans le système des parcs de la Colombie-Britannique.

Anne Cadoret, de l'Université d'Aix-Marseille, et Jean-Eudes Beuret, de l'Institut Agro Rennes-Angers, ont partagé leurs recherches sur un modèle générique d'AMP basé sur une analyse comparative de 13 AMP. Ils ont souligné que, souvent, l'opposition aux AMP n'est pas contre la conservation en soi, mais plutôt contre le modèle de conception et de mise en œuvre.

Veronica Relano, de l'Université de la Colombie-Britannique, a présenté l'étude de cas de l'AMP de San Antonio et a réfléchi aux conséquences sociales, économiques et écologiques qui sous-tendent la gestion de cette AMP.

Deuil écologique : les jeunes professionnels utilisent un changement transformateur pour construire un avenir meilleur : [Mardi 7 février](#), cette session a été un espace de réflexion sur les expériences de chagrin écologique, d'anxiété écologique, de solastalgie (détresse causée par la transformation et la dégradation de son environnement familial), avec les interventions de Noémie Roy, du Secrétariat de l'IMPAC5; de Carter McNelly, de Parcs Canada; de Caleigh Delle Palme, de Parcs Canada; de Nadia Dalili, du Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent ; d'Elizabeth Melis, du GREMM; et d'Emily Wells, de Parcs Canada. Elle a aussi été l'occasion d'échanger sur les leçons tirées sur le pouvoir transformateur de l'apprentissage et de l'auto-examen, à l'aide de stratégies d'adaptation comme la méditation, la photographie, l'activisme et l'engagement communautaire.

Équité sociale et conservation marine : [Mercredi 8 février](#), Nathan Bennett, de l'UICN, a appelé à être plus attentifs à « comment » est menée la conservation marine, et des discussions de groupe s'en sont suivies sur l'existence de problèmes d'équité non abordés à l'IMPAC5.

Danika Kleiber, de la NOAA, États-Unis, a souligné l'importance de la formation pour intégrer la diversité des langues, des cultures et des connaissances, parallèlement à la formation aux sciences naturelles.

Elise Huffer, de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales, a parlé d'équité dans la production et la gestion des données, en partageant des idées sur l'inclusion des connaissances traditionnelles dans l'élaboration des politiques.

María José Barragán Paladines, de la Fondation Darwin, a expliqué que les récits que nous partageons sur les zones riches en biodiversité –dans son cas, les Galapagos– passent souvent sous silence les moyens de subsistance des êtres humains.



Carter McNelly, Réseau canadien pour l'éducation océanique



Patricia Scotland, Secrétaire générale, Commonwealth des Nations

Philip Akins, du Partenariat pour la planification marine, a plaidé pour une éthique de la responsabilité dans la réflexion et la pratique de la gouvernance.

Nathalie Ban, de l'Université de Victoria, a souligné l'importance des approches qualitatives et narratives pour intégrer les perspectives et les connaissances des communautés locales dans la conservation marine.

Aulani Wilhelm, de Conservation International, a attiré l'attention sur la dynamique du pouvoir dans les dialogues « inclusifs », en expliquant que souvent il ne s'agit pas tellement d'autonomiser les gens, mais plutôt de « s'écarter » pour laisser faire les autorités et communautés locales sur le terrain.

Gina Waaadluxan Kilguhlga : Leçons tirées de Gwaii Haanas pour la planification et la gestion des AMP : Ernie Gladstone, de Parcs Canada, a retracé l'histoire de la réserve Gwaii Haanas au cours des 30 dernières années. Suudahl Cindy Boyko, du Conseil de la Nation Haïda, a reconnu que la réconciliation semble être la nouvelle voie, c'est-à-dire travailler ensemble, trouver un terrain d'entente et se comprendre les uns les autres.

Lynn Lee, de Parcs Canada, et Gwiisihlgaa Dan McNeill, du Comité consultatif intégré de Haida Gwaii, ont parlé du projet Chiixuu Tll iinasdll de restauration des forêts de varech, ancré dans l'éthique et les valeurs Haïda pour établir un climat de confiance et développer les connaissances. Grant Dovey, de l'Underwater Harvesters Association, a présenté un projet sur la pêche commerciale à Gwaii Haanas, qui a élaboré une carte avec zonage pour la pêche commerciale en collaboration avec les pêcheurs et l'industrie de la pêche commerciale.

Nang Jingwas Russ Jones, du Conseil de la Nation Haïda, a présenté un projet à Gwaii Haanas axé sur l'amélioration de la sécurité maritime et de la protection de l'environnement grâce à une collaboration renforcée visant à réduire les impacts et les conflits associés à la navigation commerciale dans les voies navigables locales.

Ella-Kari Muhl, de l'Université de Waterloo, a présenté certaines conclusions de ses études de doctorat qui mesuraient le co-développement d'indicateurs de gouvernance pour soutenir la mise en œuvre d'un plan terre-mer-peuple à Gwaii Haanas.

Favoriser la conservation au sein de l'économie bleue

[Mercredi 8 février](#), dans sa présentation du thème de la journée, Patricia Scotland, Secrétaire générale du Commonwealth, a souligné que les fonds consacrés à la réalisation de l'Objectif de développement durable 14 (ODD 14) sur la vie aquatique sont les plus bas des 17 ODD.

Cloy-e-iss Judith Sayers, du Conseil tribal Nuu-chah-nulth, a souligné certaines des pratiques de la Première Nation Hupacasath, notamment la formation des jeunes aux pratiques de pêche traditionnelles, l'utilisation et la transformation de plantes, l'industrie des algues, la transformation du poisson, entre autres, toutes basées sur l'adage hishuk'ish tsawalk (« tout est un, tout est relié »). Elle a en outre affirmé que « vous ne pouvez pas avoir d'économie bleue sans l'implication et le consentement des peuples autochtones ».

Titouan Bernicot, de Coral Gardeners, a raconté qu'après avoir été témoin d'un événement de blanchissement de corail à l'adolescence, il a commencé son parcours pour devenir jardinier du corail.

Conservation marine et aquaculture durable, pour les Aires marines protégées et les communautés littorales : Emmanuelle Cochen-Shacham, de l'UICN, a parlé des Normes mondiales de l'UICN pour les SfN. Raphaëla le Gouvello, de l'UICN, a parlé des SfN appliquées à l'aquaculture. Tiffany Walters, de l'organisation The Nature Conservancy, a évoqué des exemples d'aquaculture réparatrice offrant des avantages pour l'environnement, ainsi qu'en matière d'atténuation des changements climatiques.

François Simard, de l'UICN, a animé la discussion, qui a abordé, entre autres : les stratégies de sensibilisation et d'éducation ; la stratégie aquacole du Chili dans ses AMP ; l'élaboration d'une réglementation en collaboration avec l'industrie; la valeur culturelle de l'aquaculture; et l'application des connaissances traditionnelles dans les étangs piscicoles hawaïens.

Gestion durable de la pêche : [Mercredi 8 février](#), Anthony Charles, de l'Université de Saint Mary, a décrit le rôle des communautés côtières et de la pêche à petite échelle, qui ont ouvert la voie au gardiennage de l'environnement et à la conservation marine.

Antonio Caló, de l'Université de Palerme, a évoqué le rôle des AMP dans la fourniture d'avantages écologiques évidents, même en présence de certaines activités extractives, telles que la pêche à petite échelle, tant qu'elles sont durables. Juan Pablo Caldas, de Conservation International, a parlé du modèle commercial « EcoGourmet » pour promouvoir les chaînes de valeur entre les partenaires commerciaux et les organisations communautaires afin de développer la durabilité des ressources halieutiques.

Finance durable pour les AMP : [Mercredi 8 février](#), Valdemar Andrade, de la Turneffe Atoll Sustainability Association, a présenté l'étude de cas de la Réserve marine de l'atoll de Turneffe, où, avec des fonds de Finance Bleue, un modèle



François Simard, UICN



Bruno Oberle, Directeur général de l'UICN

commercial basé sur la collecte de revenus du tourisme durable pour soutenir le budget de la Réserve a été développé.

Grace Gatapang, de la Blue Alliance Philippines, a évoqué son travail avec des fonds de Finance Bleue dans la partie nord-orientale de Mindoro pour améliorer la gestion et la durabilité financière des AMP en intégrant des approches scientifiques et communautaires, ainsi que des outils pour générer des revenus durables grâce à des projets touristiques de restauration des mangroves.

Masanori Kobayashi, de la Sasakawa Peace Foundation, a décrit la culture d'algues mozuku et la plantation de coraux à Onnason, Okinawa, en tant que solution de Finance Bleue. Torsten Thiele, du Global Ocean Trust, a souligné l'importance de la finance durable en tant qu'outil pour la haute mer.

Clôture de l'IMPAC5

À la clôture du Congrès [mercredi 8 février](#), Joyce Murray, Ministre canadienne de la pêche et des océans, s'est réjouie de « l'élan produit à l'IMPAC5 » en exhortant tous les présents à placer les océans sous protection dans le cadre de processus conçus et dirigés par les peuples autochtones. Elle a annoncé que le Sénégal accueillera l'IMPAC6. Une « pagaie magique » baptisée « The Journey », créée par Gerry Sheena, de la Nation Salish de l'intérieur, faite de cèdre et de coquilles d'ormeau, et sur laquelle sont gravés les noms de tous les hôtes du Congrès, a été présentée.

Steven Guilbeault, Ministre canadien de l'environnement et des changements climatiques, a exhorté tout le monde à plaider pour la protection des océans au-delà de ce congrès.

Melissa White, du Comité des jeunes professionnels de l'IMPAC5, reconnaissant leur héritage de devoirs, a déclaré que nous avons tous une mère, la Terre Mère, et que sans la voix des jeunes et les connaissances traditionnelles, nous ne réussirons pas dans nos efforts de conservation.

Sandra Schwartz, de la SNAP, exprimant sa reconnaissance envers les hôtes des Premières Nations pour avoir accueilli tous les participants sur leurs territoires, a mis en lumière les avancées du Canada sur de nouvelles AMP annoncées à l'IMPAC5 : de nouvelles aires nationales de conservation au niveau fédéral ; la démarche du Canada vers une conservation de 25 % des zones marines et côtières d'ici 2025; et les nouvelles directives pour appliquer des normes de protection minimales dans les nouvelles AMP fédérales.

Bruno Oberle, Directeur général de l'UICN, a songé que l'IMPAC5 était le premier rassemblement international depuis l'adoption du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, et qu'il a été l'occasion d'examiner « une mer »

d'engagements sur la conservation océanique avec différentes parties prenantes, et de reconnaître et de soutenir les gardiens de l'océan.

Brett Sparrow, de la nation x̄w̄m̄ə̄θ̄k̄w̄ə̄ȳə̄m Musqueam, a remercié les participants d'avoir écouté et appris au sujet de sa Nation. Sx̄w̄ix̄wt̄n Wilson Williams, de la Nation Squamish Sk̄w̄x̄w̄ú7mesh Úx̄w̄um̄ix̄w, a rappelé aux participants qu'en passant la pagaie au Sénégal, « nous nous préparons à une traversée plus intense pour protéger 30 % de l'océan ».

Charlene Aleck, de la Nation sə̄l̄il̄w̄ə̄t̄əl̄ Tsleil-Waututh, a chanté une chanson appelant ses ancêtres à accompagner les participants dans leur retour chez eux. Elle a invité chacun à « rendre visite à l'eau, à toucher l'eau et laisser une partie de votre bon travail avec elle, et ramener une partie de sa force à la maison avec vous ». La rencontre s'est terminée par un spectacle de danse traditionnelle des Premières Nations.

Forum des dirigeants

Le jeudi 9 février, Manon Larocque, de Pêches et Océans Canada, a accueilli les participants au Forum des dirigeants au nom des organisateurs. Wayne Sparrow, de la Première Nation x̄w̄m̄ə̄θ̄k̄w̄ə̄ȳə̄m Musqueam, a dit que sa Nation est une communauté de pêcheurs et l'a toujours été, et que sa culture repose sur les eaux, les animaux et les poissons. Il a remercié le gouvernement fédéral pour le travail accompli au nom de cette Nation.

Wilson Williams, de la Première Nation Sk̄w̄x̄w̄ú7mesh Squamish, a déclaré que les participants emportent désormais les signaux de fumée chez eux, comme autant de témoins du travail accompli lors de ce Congrès. Il a exprimé l'espoir que l'objectif 30 pour 30 pourra être atteint et a souligné l'importance d'impliquer les peuples autochtones pour faire revivre l'histoire des terres et des eaux à travers le monde.

Carleen Thomas, de la Première Nation sə̄l̄il̄w̄ə̄t̄əl̄ Tsleil Waututh, a dit combien il était important pour elle de partager son arbre généalogique, pour signifier au public qu'elle sait qui elle est et d'où elle vient. Elle a souligné l'importance pour les communautés autochtones de travailler avec tous les niveaux de gouvernement.

Steven Guilbeault, Ministre canadien de l'environnement et des changements climatiques, a estimé que le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal trace un chemin qui s'éloigne de l'exploitation incessante de notre planète, avec une approche à l'échelle planétaire et de la société toute entière. Il a noté que pour aller de l'avant, les participants doivent tenir compte de différentes perspectives, en affirmant que « la simple



Carleen Thomas, Nation Tsleil Waututh



Co-moderateur **Kristian Teleki**, Directeur du Secrétariat du Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable, World Resources Institute

vérité est que nous n'atteindrons pas nos objectifs sans la pleine participation des peuples autochtones ».

Joyce Murray, Ministre canadienne de la pêche et des océans, a déclaré qu'un consensus écrasant s'est clairement établi parmi les participants sur le fait que le monde doit travailler plus rapidement et plus habilement pour atteindre l'objectif 30 pour 30. Elle a souligné que le réseau d'AMP doit s'implanter aux endroits qui permettront la protection la plus efficace de l'océan, et non là où c'est le plus pratique. Elle a également appelé à une protection accrue de la haute mer, notamment par la mise en place de couloirs migratoires pour les espèces.

Séance en groupes – Protéger la biodiversité par la gestion des AMP et avec les contributions de l'industrie : Animée par Kristian Teleki, du World Resource Institute, et par Judith Sayers, du Conseil tribal Nuuchah-nulth, cette séance en groupe réduit a abordé la pertinence des AMP d'un point de vue général, outre la protection de la biodiversité, afin de mettre en évidence les avantages qu'elles procurent à la société et à l'économie bleue. L'idée que « l'océan touche tout le monde » a été soulignée, tout comme le rôle crucial que joue le secteur privé, à la fois en se conformant aux réglementations de conservation marine et en transformant les industries pour qu'elles soient gérées de manière durable, au service d'objectifs en matière de climat et de conservation. La pertinence de faire participer les peuples autochtones, les communautés côtières, les jeunes, les pêcheurs artisanaux et toutes les parties prenantes dès le début a également été soulignée.

Parmi les expériences réussies et les bonnes pratiques, les conférenciers ont cité les progrès et travaux industriels en cours sur la lutte contre le bruit sous-marin et l'évitement des collisions à travers un leadership et des partenariats efficaces. Les participants ont également parlé du bien-fondé de faire participer les utilisateurs et les partenaires à l'élaboration de plans de gestion intégrée pour les sites protégés. Les avantages du partage de données entre sources privées et publiques ont été explorés, en particulier concernant la manière dont les données satellitaires d'observation terrestre sont utilisées pour soutenir la surveillance des AMP.

Concernant les ambitions au-delà de 2030, un participant s'est demandé si travailler avec les industries du transport maritime et de la pêche était une solution et a souligné que l'objectif devrait être de donner priorité à la biodiversité. Parmi les autres suggestions formulées, il a été question : de trouver des outils autres que les AMP pour lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) ; de communiquer le potentiel des AMP dans tous les contextes ; de relier les marchés mondiaux aux marchés locaux pour moduler la récolte ; et de traduire la

valeur de l'océan dans la vie des gens. D'autres ont souligné qu'il n'est pas seulement question d'atteindre les objectifs de conservation marine, mais aussi de maintenir les océans en bonne santé une fois ces objectifs atteints.

Séance en groupes - Conservation d'initiative autochtone : Cette séance a été présidée par Hilu Tagoona, de Oceans North, et par Dallas Smith, de Coast Funds, qui ont commencé par poser trois questions clés pour orienter les discussions : comment les initiatives de conservation peuvent-elles mieux respecter les droits et les connaissances autochtones ; comment les acteurs non autochtones peuvent mieux soutenir les ambitions autochtones ; et quel serait le séquençage requis pour ce processus. Avec la permission des Premières Nations hôtes, Solomon Kaho'ohalahala, du Réseau Maui Nui Makai, a entonné un chant d'ouverture, invoquant les ancêtres et leur souhaitant la bienvenue à cette session.

Les intervenants ont souligné la violence du passé et du présent colonial, en martelant que les démarches à adopter doivent être centrées sur les connaissances, les visions du monde, le leadership et l'autodétermination des peuples autochtones, et s'inscrire dans un esprit de réconciliation. Un participant a souligné que les AMP sont, de son point de vue, un vecteur de justice sociale et de protection des communautés, des cultures et des générations futures.

Beaucoup ont souligné que les voix autochtones ont été portées trop tard aux tables d'établissement des AMP et qu'il est important que les partenaires potentiels soient prêts : à repenser leurs cadres et leurs approches ; à visualiser leur travail, non pas en tant que dirigeants, mais en tant que partenaires ; et à aligner leurs priorités sur celles des Premières Nations. Les orateurs ont souligné que les traditions orales doivent être reconnues et respectées, et que leurs valeurs doivent guider les travaux à venir.

Les participants ont également souligné qu'il est de la responsabilité des partenaires potentiels de s'instruire sur l'histoire et la culture des Premières Nations. Certains ont souligné que la poursuite d'objectifs politiques selon un calendrier, comme le 30 pour 30, ne doit pas se faire au détriment de l'établissement de relations significatives et axées sur la confiance.

Séance en groupes - Financement de la conservation : Des participants de différents secteurs se sont réunis pour discuter et échanger sur différentes possibilités et options pour financer la gestion durable des océans au cours d'une séance coanimée par Torsten Thiele, de Global Ocean Trust, et Kate Brown, du Global Island Partnership. Beaucoup sont convenus que le financement de la conservation doit évoluer vers de nouvelles façons de comprendre la gestion des océans, avec un accent particulier sur les projets dirigés et menés à bien par les communautés et sur



Co-moderateur **Dallas Smith**, Président du Conseil d'administration, Coast Funds

le respect des pratiques autochtones. Certains ont évoqué des stratégies possibles de financement qui vont au-delà des sources publiques ou privées, telles que l'incorporation de redevances pour l'utilisation de la haute mer.

Les intervenants sont convenus que la mobilisation de l'immense quantité de millions de dollars déjà disponibles pour des projets efficaces demeure un défi.

Table ronde des dirigeants : La coopération multilatérale au service des objectifs mondiaux de conservation marine : Cet événement a été animé par David Cooper, Secrétaire-exécutif par intérim de la Convention sur la diversité biologique, avec Patricia Scotland, Secrétaire-générale du Commonwealth, Royaume-Uni.

Les modérateurs ont lancé l'événement par un récapitulatif des discussions en petits groupes. Concernant le financement de la conservation, Thiele et Brown ont mis en exergue, entre autres : les mécanismes financiers innovants et les ajustements d'échelle requis ; le financement pour la conservation marine d'initiative autochtone; un appel au G7 pour qu'il s'engage dans le financement du développement ; et la réalisation d'investissements modulables et de grande envergure.

Concernant la conservation d'initiative autochtone, Tagoona et Smith ont souligné, entre autres : le séquençage de la conception des AMP ; les AMP en tant que vecteurs de justice sociale, environnementale, politique et économique ; le développement d'un climat de confiance; le rattrapage de la science occidentale vis-à-vis des savoirs traditionnels; et la nécessité de réfléchir à la gestion des espaces hors AMP.

Concernant la protection de la biodiversité par la gestion des AMP et avec les contributions de l'industrie, Teleki et Sayers ont mis en exergue, entre autres : le pari sur une éducation relative à la valeur des AMP ; la participation des jeunes; la collaboration inclusive; la nécessité de comprendre la langue de l'autre ; l'accès à la technologie; la multiplication des rassemblements internationaux; et une plus grande participation de l'industrie.

Dans le dialogue qui a suivi, le Chef régional Terry Teegee (Colombie-Britannique), Assemblée des Premières Nations, a parlé de réconciliation avec le « terrible » passé, en soulignant qu'il y a encore un long chemin à parcourir qui nécessite des discussions difficiles avec le gouvernement en termes de reconnaissance des droits des Premières Nations en matière de souveraineté et d'autodétermination. Il a souligné le coût de la richesse pour la nature et les peuples autochtones, et l'actuelle déconnexion vis-à-vis de la nature qui découle de la consommation de masse et du capitalisme.

Aminath Shauna, Ministre de l'environnement des Maldives, a souligné que l'existence même de son pays dépend du maintien du réchauffement planétaire en deçà de 1,5 degrés Celsius et de la réalisation des Objectifs mondiaux de biodiversité en 82 mois.

Lord Richard Benyon, Ministre d'État à la biosécurité, aux affaires marines et rurales du Royaume-Uni, a souligné l'importance d'atteindre l'objectif 30 pour 30 au Royaume-Uni en partenariat avec les communautés locales de pêcheurs.

Heremoana Maamaatuaiahutapu, Ministre de l'environnement et de la culture de la Polynésie française, a demandé davantage de respect pour la façon dont « nous construisons notre maison, nettoyons notre maison et gérons notre maison » et a exprimé l'espoir que l'objectif 30 pour 30 ne devienne pas une nouvelle forme de colonisation.

Steven Guilbeault, Ministre canadien de l'environnement et des changements climatiques, a souligné les difficultés qui existent en matière de communication sur les initiatives de conservation, par exemple sur la lutte contre le dérèglement climatique et la pollution plastique, qui se traduisent souvent par une opposition à leur égard.



Joshua Thomas, Directeur général de l'Autorité du Parc marin de la grande barrière de corail, Australie

Joshua Thomas, Directeur général de l'Autorité du Parc marin de la grande barrière de corail, Australie, a souligné l'importance des initiatives locales sur le carbone bleu.

Jean Hervé Bakarizafy, Directeur du développement de la Région Diana, Madagascar, a souligné la nécessité de mobiliser des ressources.

Mamadou Sidibe, Sénégal, a exhorté à aborder les problèmes de conservation, de perte de biodiversité et de dérèglement climatique dans une optique holistique, et à se concentrer sur la mise en œuvre des instruments déjà convenus.

Dans la discussion qui a suivi, un participant a appelé à investir dans les AMCEZ en appui aux communautés locales et aux peuples autochtones, même si celles-ci ne sont pas formalisées, car le sort de l'objectif 30 pour 30 est entre leurs mains. D'autres ont souligné qu'il ne faut pas considérer les 30 % de protection marine comme un plafond mais comme un plancher, car il reste encore beaucoup à faire.

Maxine Burkett, Sous-secrétaire adjointe des États-Unis pour les océans, la pêche et les affaires polaires, a mis en lumière plusieurs initiatives importantes, notamment le corridor migratoire de l'Océan Pacifique et l'Accord sur l'Océan Arctique central, qui non seulement interdit la pêche commerciale avant qu'elle ne commence, mais intègre également les connaissances autochtones dans ses références scientifiques.

Jérémy Katidjo Monnier, Nouvelle-Calédonie, a martelé l'importance d'interdire l'exploitation minière des fonds marins, en déclarant que, son pays étant l'un des plus grands exportateurs de nickel, nul ne souhaite voir les mêmes dommages causés par son extraction en milieu terrestre dans le milieu marin.

Herb Nakimayak, Vice-Président des affaires internationales du Conseil circumpolaire Inuit, a évoqué les initiatives cogérées et dirigées par les Inuits dans l'Arctique, en déclarant que, dans le passé, les peuples autochtones ont toujours dû suivre « le parcours du combattant » imposé par le gouvernement fédéral pour réaliser leurs visions. Il a estimé que le gouvernement doit maintenant réfléchir à la façon dont il peut répondre aux exigences des peuples autochtones.

Joyce Murray, Ministre canadienne de la pêche et des océans, dans ses remarques finales, a réitéré ses remerciements aux Premières Nations hôtes pour avoir accueilli tous les participants sur leurs territoires. En réfléchissant à la diversité des personnes qui se sont réunies pour tenter de résoudre les problèmes urgents auxquels la planète est confrontée, elle a identifié une détermination commune à protéger et restaurer les écosystèmes océaniques. Soutenant que la santé des océans est essentielle dans la lutte contre le changement climatique, elle a réaffirmé l'importance du congrès pour partager les meilleures pratiques et

instaurer un climat de confiance, en soulignant l'importance du leadership, de la science et des connaissances autochtones.

Réunions à venir

8^e Conférence Our Ocean : Cette conférence soulignera l'importance de la connaissance comme base pour les actions et politiques visant à assurer la protection de l'océan, la gestion responsable des ressources marines et la croissance économique future durable. **dates** : 2-3 mars 2023 **lieu** : Panama City, Panama **www** : ouroceanpanama2023.gob.pa/about-the-conference/

Reprise de la BADJN CIG-5.2 : Cette session de reprise de la Conférence intergouvernementale poursuivra les négociations, et tentera éventuellement de convenir d'un instrument international juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale. **dates** : 20 février – 3 mars 2023 **lieu** : Siège de l'ONU, New York, États-Unis **www** : un.org/bbnj

Réunion du Protocole d'accord sur les requins : La 4^e réunion des signataires (RdS4) du Protocole d'accord sur la conservation des requins migrateurs examinera les mesures de conservation des habitats et des espèces, et les menaces qui pèsent sur les deux, ainsi que des propositions d'amendement du Protocole d'accord et de ses annexes. **dates** : 28 février – 2 mars 2023 **lieu** : Bonn, Allemagne **www** : cms.int/sharks/en/SharksMOS4

Pollution plastique CNI-2 : La 2^e réunion du Comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans le milieu marin, examinera un document préparé par le Secrétariat comprenant des options potentielles pour les éléments d'un accord international juridiquement contraignant. **dates** : 22 – 26 mai 2023 **lieu** : Paris, France **www** : unep.org/about-un-environment/inc-plastic-pollution

Reprise de la Conférence d'examen 2023 de l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons : Cette conférence a pour mandat d'évaluer l'efficacité de l'accord et l'adéquation de ses dispositions et, si nécessaire, de proposer des moyens de renforcer le fond et les modalités de mise en œuvre de ces dispositions. **dates** : 22-26 mai 2023 **lieu** : Siège de l'ONU, New York **www** : un.org/Depts/los/

64^e réunion du Conseil du FEM : La prochaine réunion du Conseil du FEM devrait avoir lieu en juin 2023. **dates** : à confirmer **lieu** : à confirmer **www** : thegef.org/events

CITES CA32 : La trente-deuxième réunion du Comité pour les animaux de la CITES est prévue en juin. **dates** : 19-23 juin 2023 **lieu** : Genève, Suisse **www** : cites.org

Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable : Le FPHN 2023, sous les auspices du Conseil économique et social des Nations Unies, aura pour thème « Accélérer la reprise après la maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux ». Il comprendra des examens approfondis des ODD 6 (eau potable et assainissement), 7 (énergie abordable et propre), 9 (industrie, innovation et infrastructure), 11 (villes et communautés durables) et 17 (partenariats pour les Objectifs). **dates** : 10-19 juillet 2023 **lieu** : Siège de l'ONU, New York, États-Unis **www** : hlpf.un.org/2023

IPBES-10 : La 10^e session de la Plénière de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques se tiendra dans le cadre de son mandat d'évaluation de l'état de la biodiversité et des services écosystémiques qu'elle fournit à la société, en réponse aux

demandes des décideurs. **dates** : 28 août – 2 septembre 2023 **lieu** : Bonn, Allemagne **www** : ipbes.net/events/ipbes-10

Sommet des ODD : Ce sommet est la réunion quadriennale du FPHN sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Sommet 2023 sera le deuxième depuis l'adoption des ODD et se tiendra à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les dirigeants devraient examiner de manière approfondie les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030 et des ODD, émettre des orientations politiques sur la marche à suivre et envisager de nouvelles solutions fondées sur la science pour accélérer la mise en œuvre complète des ODD dans les années restantes avant l'échéance de 2030. **dates** : 19-20 septembre 2023 **lieu** : Siège de l'ONU, New York, États-Unis **www** : hlpf.un.org/

CMS CdP14 : La 14^e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage aura pour objet d'examiner la mise en œuvre de la Convention. La CMS, également connue sous le nom de Convention de Bonn, reconnaît que les États doivent être les protecteurs des espèces migratrices qui vivent dans leurs juridictions nationales ou les traversent, et vise à conserver les espèces migratrices terrestres, marines et aviaires dans toutes leurs aires de répartition. **dates** : 23 – 28 octobre 2023 **lieu** : Samarkand, Ouzbékistan **www** : cms.int/fr

CITES CP77 : La 77^e réunion du Comité permanent de la CITES se réunira en novembre. **dates** : 6-10 novembre 2023 **lieu** : Genève, Suisse **www** : cites.org

Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (CBD CdP 16) : La CdP 16 se réunira en 2024 en Turquie, à une date qui est encore à déterminer. **dates** : dernier trimestre 2024 (à confirmer) **lieu** : Turquie **www** : cbd.int/

6^e Congrès international sur les Aires marines protégées (IMPAC6) : Ce congrès réunira des professionnels de la conservation des océans pour faire le point sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 30 pour 30. **dates** : (à confirmer) 2027 **lieu** : Sénégal

Consultez d'autres événements à venir sur sdg.iisd.org/

Glossaire

AMP	Aire marine protégée
CCIRA	Alliance pour les ressources autochtones de la côte centrale
FFI	Flore et Faune International
IMPAC	Congrès international des Aires marines protégées
NOAA	Administration nationale des océans et de l'atmosphère - États-Unis
ODD	Objectif de développement durable
SfN	Solutions fondées sur la nature
SNAP	Société pour la nature et les parcs du Canada
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature